Hongrie où vas-tu ?

Par JFB le lun 23/01/2012 - 11:58

entre la Hongrie et le FMI

Les dernières semaines de l'année 2011 et les premières de 2012 ont été marquées tant dans la presse nationale, qu'internationale par la situation financière de la Hongrie et les péripéties des négociations engagées avec le FMI (Fonds Monétaire International).

Le FMI a son siège à Washington DC. L'une de ses missions est de mettre à la disposition des pays confrontés à des difficultés financières des prêts, moyennant garanties et mise en œuvre d'un programme économique en étroite collaboration entre les services du FMI et l'Etat emprunteur, ce qui peut être perçu comme une forme d'atteinte à la souveraineté nationale. Pour l'instant les principaux emprunteurs sont la Grèce, le Portugal et l'Irlande.

Malgré une opposition de principe affirmée haut et fort dans le passé à toute forme de collaboration avec le FMI, le ministre de l'Économie nationale, György Matolcsy a annoncé au mois de novembre dernier que le gouvernement allait ouvrir des négociations avec cette institution en vue de conclure un accord de crédit.

De prime abord, le gouvernement n'avait d'autre intention que de rassurer les marchés mais les événements subséquents, à savoir la dégradation de la dette souveraine hongroise par les trois agences de notation Moody's, Standard & Poor's et Fitch, le taux de change extrêmement élevé du HUF par rapport à l'EURO et la

pression internationale exercée sur la Hongrie, ont fait changer d’avis les responsables politiques.

L’interruption des négociations

Les négociations entre le FMI, la Commission européenne (CE) et le gouvernement hongrois ont commencé à la mi-décembre et se sont rapidement interrompues.

La raison en est que le gouvernement a refusé de retirer, avant le vote final, deux propositions de loi portant sur la Banque centrale et la stabilité financière, vivement critiquées par la délégation conjointe du FMI et de la CE.

Selon le FMI, la CE et la Banque centrale européenne, les deux lois votées par le Parlement le 30 décembre dernier vont à l’encontre de plusieurs accords internationaux ainsi que des traités fondateurs de l’Union européenne.

Ils estiment que la loi sur la Banque centrale met en péril la stabilité de l’économie hongroise et instaure une possibilité d’influencer le processus de prise de décision de cette institution financière censée être indépendante, une influence que le gouvernement, voire même le parti Fidesz, pourrait exercer dans son propre intérêt.

De plus, l’Union européenne a formulé de sérieuses critiques quant à la loi sur la stabilité financière.

D’après l’Union européenne, la loi portant sur la réduction du déficit budgétaire ne serait pas conforme aux directives communautaires, le Conseil du budget hongrois ne jouant qu’un rôle de second plan et les finances publiques se caractérisant par une faible transparence.

L’un des points les plus vivement critiqués de la loi est celui qui lie pour des années les mains des futurs gouvernements dans la mise en place d’une politique fiscale. Ce point stipule notamment que, dès 2013, l’impôt sur le revenu, puis à partir de 2015, l’impôt sur les sociétés seront calculés par application d’un taux unique (16% pour l’impôt sur le revenu et 10% pour l’impôt sur les sociétés), et cette règle ne pourra être modifiée qu’avec un vote à la majorité des 2/3 des membres composant le Parlement.

La reprise des négociations

Début janvier, vu la situation économique du pays, le gouvernement a décidé de reprendre les négociations. L’ancien ministre du Développement national, Tamás Fellegi, actuellement ministre sans portefeuille en charge de la direction des négociations avec le FMI a rencontré plusieurs haut-responsables la semaine dernière à Washington.

La rencontre avec Christine Lagarde, directrice générale du FMI a eu lieu le 13 janvier dernier. Après ce temps de discussion, Mme Lagarde a déclaré que des échanges de vues utiles avaient eu lieu au sujet des processus économiques en cours en Hongrie.

"Avant que le FMI ne tranche sur l’éventuelle ouverture des négociations, le gouvernement hongrois doit faire preuve d’un engagement ferme quant à la mise en place d’une politique visant la stabilité macro-économique . Le soutien des institutions européennes serait d’une importance capitale pour assurer le succès des négociations" a-t-elle ajouté dans son communiqué.

De son côté, Amadeu Altafaj, porte-parole de la Commission européenne a annoncé que la Commission considère l’indépendance de la Banque centrale hongroise comme étant une condition préalable à toute négociation. "Les services juridiques examinent les lois récemment adoptées en Hongrie et les résultats de ces analyses feront l’objet d’une réunion des commissaires européens" a déclaré le porte-parole. En plus, la rencontre de Tamás Fellegi avec le commissaire aux Affaires économiques, Olli Rehn, peut encore considérablement influencer le cours des discussions...

Voilà comment débute cette nouvelle année 2012.

Mais sera-t-elle bonne ? L’avenir nous le dira...

Máté Kovács

- Catégorie
Agenda Culturel